



# Débat d'Orientation Budgétaire

## 2021

## SOMMAIRE

### PREMIERE PARTIE : ELEMENTS DE CONTEXTE MACRO-ECONOMIQUE

1. Introduction
  - 1.1. Objectifs du Débat d'Orientation Budgétaire (DOB)
  - 1.2. Dispositions légales
    - Contexte juridique ordinaire
    - Apports de la loi portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe)
2. Contexte économique
  - 2.1 La situation économique internationale
  - 2.2 La situation économique nationale
3. La Loi de finances 2021 et les principaux impacts pour les collectivités

### DEUXIEME PARTIE : RETROSPECTIVE 2016 – 2020

- 1 - Données générales et résultat
  - 1.1. Les grandes masses financières et leur évolution
  - 1.2. Résultat de l'exercice et fonds de roulement
- 2 - Les soldes intermédiaires de gestion(SIG)
  - 2.1. L'évolution des différentes épargnes
  - 2.2. L'effet ciseau
- 3 - La dette
  - 3.1. Le niveau de l'endettement
  - 3.2. La capacité de désendettement
- 4 - La fiscalité directe
- 5 - Synthèse des CA et leurs évolutions
- 6 - Ratios et données consolidées
  - 6.1. Les ratios
  - 6.2. Les données consolidées

### TROISIEME PARTIE : ELEMENTS DE CONSTRUCTION DU BUDGET 2021 ET PROSPECTIVE

- 1 - Eléments de construction du budget 2021
- 2- Prospective 2021-2026
  - 2.1. Données générales et résultat
  - 2.2 L'investissement 2021 et suivant comme base de construction de la prospective
  - 2.3 Prospective

## 1 INTRODUCTION

### 1.1 Objectifs du Débat d'Orientation Budgétaire (DOB)

- ✓ Informer sur la situation financière
- ✓ Débattre des orientations budgétaires de la collectivité

### 1.2 Dispositions légales

- **Contexte juridique ordinaire**

Depuis la loi « Administration Territoriale de la République » (ATR) du 6 février 1992, la tenue d'un débat d'orientations budgétaires (DOB) s'impose aux communes et plus généralement aux collectivités dans un délai de deux mois précédant l'examen du budget primitif (cf. Art. L 2312-1 du Code Général des Collectivités Territoriales).

Première étape du cycle budgétaire annuel des collectivités locales, le DOB est un document qui permet de rendre compte de la gestion de la ville (analyse rétrospective) et de débattre des orientations à venir en tenant compte du contexte et des engagements (prospective).

- **Apports de la loi portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe)**

L'article 107 de la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, dite loi « NOTRe », publiée au journal officiel du 8 août 2015 a voulu accentuer l'information des conseillers municipaux.

Aussi, dorénavant, le DOB s'effectue sur la base d'un rapport élaboré par le maire sur les orientations budgétaires, les engagements pluriannuels, l'évolution des taux de fiscalité locale ainsi que sur la structure et la gestion de la dette. Le rapport d'orientations budgétaires (ROB) n'est pas qu'un document interne: il doit être transmis au préfet de département et au président de l'EPCI dont la commune est membre mais aussi faire l'objet d'une communication publique.

Il devra en outre être pris acte de ce débat par une délibération spécifique. Ce débat doit en effet permettre au conseil municipal de discuter des orientations budgétaires qui préfigurent les priorités qui seront affichées dans le budget primitif voire au-delà pour certains programmes lourds. Mais ce doit être aussi l'occasion d'informer les conseillers municipaux sur l'évolution financière de la collectivité en tenant compte des projets communaux et des évolutions conjoncturelles et structurelles qui influent sur nos capacités de financement.

Une nouvelle obligation est apparue avec la loi de programmation des finances publiques 2018 - 2022 : faire figurer les objectifs d'évolution des dépenses réelles de fonctionnement et du besoin de financement de la collectivité (BP et BA).

## 2 CONTEXTE ECONOMIQUE

### 2.1 La situation économique internationale

#### L'économie mondiale face à la pandémie mondiale du Covid 19

En 2020, l'économie mondiale a évolué au rythme de la pandémie et des mesures de restrictions imposées pour y faire face. Après une chute record de l'activité au premier semestre, les déconfinements progressifs au début de l'été se sont traduits mécaniquement par de forts rebonds au 3<sup>ème</sup> trimestre dans les pays développés, l'activité restant toutefois en retrait par rapport à fin 2019 : + 7,2 % T/T aux Etats-Unis après - 9 % T/T au T2 et + 12,7 % T/T en zone euro après - 11,8 % au 2<sup>ème</sup> trimestre.

L'Europe et les Etats-Unis ont été confrontés depuis l'automne à une 2<sup>ème</sup> vague de contaminations, conduisant à une réintroduction progressive des mesures restrictives et de nouveaux confinements, qui ont pesés sur l'activité au 4<sup>ème</sup> trimestre.

#### Zone euro : crise sanitaire inédite et activité en dents de scie

Après une chute importante du PIB comparée à celle de 2008, due aux restrictions et confinements instaurés de mars à mai dans la plupart des économies de la zone euro, l'activité, profitant de la levée progressive des mesures contraignantes a fortement rebondi cet été, passant de - 11,8 % T/T au T2 à + 12,7 % T/T au 3<sup>ème</sup> trimestres (-4,3 % sur un an).

Pour autant l'activité demeure en retrait de plus de 4 % par rapport à fin 2019, les secteurs sources de fortes interactions sociales tels que les services de transports, de restauration et d'hébergement et les autres activités liées au tourisme demeurant durablement affectés. Les pays plus touristiques (Espagne, France, Italie) souffrent ainsi davantage que ceux disposant de secteurs manufacturiers importants (Allemagne).

Fin septembre, les indicateurs avancés étaient au vert (enquêtes de confiance, carnets de commandes...) malgré les incertitudes sur l'issue de l'élection présidentielle américaine et sur celle des négociations post-Brexit entre l'UE et le RU. Mais la 2<sup>ème</sup> vague de l'épidémie qui a frappé l'Europe renverse cette tendance.

Les mesures de restriction, progressivement réintroduites dans la plupart des pays, ont conduit à de nouveaux confinements dans plusieurs régions et pays depuis octobre. L'activité en zone euro s'est contractée au 4<sup>ème</sup> trimestre mais dans une moindre mesure, les gouvernements tentant de minimiser l'impact économique notamment en maintenant les écoles ouvertes et en préservant certains secteurs d'activité (construction).

#### Zone euro : soutien massif des institutions européennes

Au cours de l'été, les États membres de l'UE se sont mis d'accord sur un important plan de relance de 750 milliards € en prêts et subventions, en plus du programme SURE (100 Mds €) destiné à soutenir les programmes de chômage de courte durée. Sur le plan sanitaire, la commission a également annoncé fin octobre le financement de transferts transfrontaliers de patients (220 millions €) là où cela est nécessaire. De son côté, la BCE a réagi : avoir augmenté son programme d'achats d'actifs (APP) de 120 milliards €, elle a créé le programme PEPP (Pandemic Emergency Purchase Programme) porté à 1350 milliards €.

Elle a maintenu sa politique monétaire très accommodante, ce qui s'est traduit par des taux d'intérêt très bas, permettant aux gouvernements de financer d'importants plans de relance par déficit public.

Dans ce contexte d'incertitudes accrues, la croissance du PIB en zone euro est attendue à environ - 8 % en 2020 avant de rebondir à 6 % en 2021.

## 2.2 La situation économique nationale

### **France : l'économie à l'épreuve de l'épidémie de la COVID-19**

L'économie française a été durement touchée par la pandémie COVID-19 au premier semestre 2020. Reculant de 5,9 % au 1er trimestre, le PIB a chuté de 13,7 % au 2<sup>ème</sup> trimestre suite au confinement national instauré au printemps dernier (17 mars au 11 mai). Si toutes les composantes de la demande ont été affectées, certains secteurs ont été plus particulièrement touchés par la crise sanitaire : l'hébergement et la restauration, la fabrication d'équipements de transport (automobile et aéronautique) et les services de transport.

Suite à l'assouplissement des restrictions, l'activité économique française a fortement rebondi à l'été tout en restant inférieure de 4 % à son niveau d'avant crise. La croissance du PIB au 3<sup>ème</sup> trimestre a ainsi atteint 18,2 % T/T mais a reculé de 4,3 % en glissement annuel.

L'accélération des contaminations depuis la fin de l'été a conduit à un nouveau confinement national le 30 octobre pour une durée d'au moins 4 semaines. L'activité économique s'est de nouveau contractée au 4<sup>ème</sup> trimestre. Toutefois, compte tenu de la progressivité des mesures de restriction imposées depuis fin septembre (fermeture des bars, couvre-feux locaux, confinement national) et de l'allègement des restrictions en termes de déplacement et d'activité (maintien des écoles ouvertes), l'impact économique devrait atteindre - 8 % au 4<sup>ème</sup> trimestre. Dans ce contexte, la croissance française était attendue en baisse de - 10,3 % en 2020 avant de rebondir à 5,7 % en 2021.

### **France : d'importants soutiens économiques financés par emprunt**

Le gouvernement a accompagné le 1er confinement d'un vaste ensemble de mesures d'urgence. Ces mesures ont été conçues pour soutenir les ménages (en préservant leur emploi et la majeure partie de leurs revenus grâce au chômage partiel), soutenir les entreprises (en renforçant leur trésorerie par le biais de facilités de crédit) et soutenir certains secteurs d'activité les plus durement touchés par l'épidémie (tels que le tourisme, l'automobile et l'aéronautique). Le coût total de ces mesures est estimé à près de 470 milliards € (environ 20 % du PIB).

Au-delà de ces mesures d'urgence, le gouvernement français a lancé en septembre un plan de relance sur les années 2021-2022 de 100 milliards € (soit 4,3 % du PIB) financé à hauteur de 40 milliards € par l'Europe.

Enfin, l'annonce du 2ème confinement s'est accompagnée d'une enveloppe budgétaire supplémentaire de 20 milliards € de soutien financier, largement répartie sur les programmes mis en place précédemment.

### **France : une inflation durablement faible**

L'inflation de l'IPC français (Indice des Prix à la Consommation) a fortement baissé, passant de 1,5 % en janvier 2020 à 0 % en septembre, son plus bas niveau depuis mai 2016.

Au regard de la hausse attendue du chômage, l'inflation devrait être principalement guidée par les prix du pétrole et rester faible un certain temps : après 1,1 % en 2019, l'inflation française (IPC) devrait à peine atteindre 0,5 % en moyenne en 2020 et demeurer à 0,6 % en 2021.

### **France : un impact durable de la crise sanitaire sur les finances publiques**

Le déficit public devrait atteindre 11,3 % du PIB en 2020, tandis que la dette publique s'élèverait à 119,8 % du PIB.

### 3 La Loi de finances 2021 et les principaux impacts pour les collectivités

Les principales dispositions de la loi de finances 2021 sont les suivantes

- Mesures d'urgences avec la reconduction de la clause de sauvegarde sur les recettes fiscales et domaniales (dotation de garantie sur la moyenne des recettes perçues 2017/2019)
- Soutien à l'investissement public (reprise dans le plan de relance) avec l'abondement de la DSIL de 0.6 Md€ à 1 Md€
- Baisse des impôts de productions (-10 Mds€ : CVAE, CFE et TFB) et instauration d'exonérations temporaires
- Une enveloppe normée stable
- Dotation Globale de fonctionnement (Dotation Forfaitaire et Dotation de Solidarité Rurale) : mêmes évolution et écrêtement qu'en 2020
- Péréquation horizontale (FPIC) en stabilité par rapport à 2020
- Concrétisation de la réforme de la taxe d'habitation : disparition de la TH sur les résidences principales. Sera compensé l'ensemble du panier fiscal de TH

#### Côté collectivité



#### Côté contribuable



Sources : LFI 2018 & 2020 et Finance Active

- Revalorisation des bases fiscales de +0.2 % en 2021
- Mise en place de l'automatisation du FCTVA dès 2021 (pour les collectivités qui reçoivent le FCTVA l'année même de la réalisation des dépenses)

- Effort en faveur de l'investissement

|                       | DSIL  | DPV   | DETR  | DSID  |
|-----------------------|---|---|---|---|
| <b>Enveloppe 2021</b> | 570 M€  | 150 M€  | 1,046 Mds€  | 212M€   |
| <b>Eligibilité</b>    | Communes et EPCI à fiscalité propre en métropole ainsi que les PETR   | Communes défavorisées et présentant des dysfonctionnements urbains                | Communes et EPCI < à 20 000 hab. + PF par hab. < à 1,3 fois PF par hab. moyen de la strate            | Départements de métropole et d'Outre Mer, métropole de Lyon et collectivités à statut particulier |
| <b>Objet</b>          | Rénovation thermique, transition énergétique, mise aux normes; développement du numérique, équipements liés à la hausse du nombre d'habitants | éducation, culture; emploi, développement économique, santé ; sécurité, social... | économique, social, environnemental et touristique, pour développer ou maintenir les services publics | Dépenses d'aménagement foncier et d'équipement rural  |
| <b>Attribution</b>    | Par le préfet de région   | Par le préfet de département  | Par le préfet de département  | Par le préfet de région   |

## DEUXIEME PARTIE : RETROSPECTIVE 2016 – 2020

### 1. Données générales et résultat

#### 1.1. Les grandes masses financières et leur évolution

|   | CA 2016          | CA 2017          | CA 2018          | CA 2019          | CA 2020 prov     |
|---|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|
| <b>Dépenses de fonctionnement (réelles et ordres)</b> | <b>5 429 783</b> | <b>5 859 837</b> | <b>6 586 275</b> | <b>6 590 371</b> | <b>7 719 971</b> |
|   |                  | 7,92%            | 12,40%           | 0,06%            | 17,14%           |
| <b>Recettes de fonctionnement (réelles et ordres)</b> | <b>6 323 409</b> | <b>6 771 102</b> | <b>7 696 462</b> | <b>7 940 946</b> | <b>7 258 177</b> |
|   |                  | 7,08%            | 13,67%           | 3,18%            | -8,60%           |
| <b>Dépenses d'investissement (réelles et ordres)</b>  | <b>2 964 414</b> | <b>2 139 348</b> | <b>3 138 089</b> | <b>4 220 846</b> | <b>5 066 873</b> |
|   |                  | -27,83%          | 46,68%           | 34,50%           | 20,04%           |
| <b>Recettes d'investissement (réelles et ordres)</b>  | <b>1 636 170</b> | <b>4 503 495</b> | <b>2 458 787</b> | <b>4 180 719</b> | <b>5 871 990</b> |
|   |                  | 175,25%          | -45,40%          | 70,03%           | 40,45%           |

Après l'intégration de certains budgets annexes des communes historiques dans le budget général qui complexifie l'analyse des évolutions (forêt et location d'immeubles) une politique d'achat rigoureuse et respectueuse des procédures a permis de maîtriser les dépenses de fonctionnement.

Un travail a également été réalisé sur l'optimisation des recettes.

Le CA 2020 intègre 2 écritures exceptionnelles pour un total de 743 502 € :

- 440 080 € au titre d'une régularisation comptable du résultat 2019 lié à un trop versé par la Communauté de Communes de la Vallée de Kaysersberg sur l'attribution de compensation 2019
- 303 422 € au titre de la reprise du résultat de fonctionnement du budget eau et assainissement 2019 et de son reversement au SDEA.

Hors ces 2 écritures, les dépenses de fonctionnement s'élèveraient à 6 976 469 €.

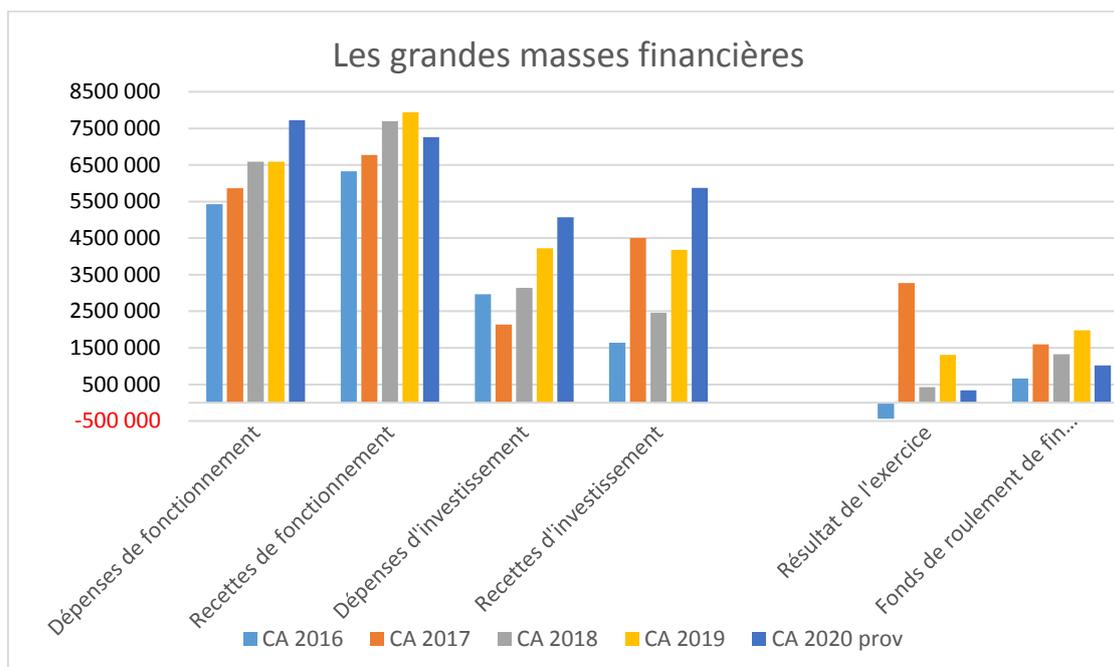
Entre 2016 et 2020, le taux de réalisation des dépenses d'équipement est en moyenne de 50% (résultat 2020 provisoire).

#### 1.2. Résultat de l'exercice et fonds de roulement

|   | CA 2016           | CA 2017           | CA 2018          | CA 2019          | CA 2020 prov     |
|---|-------------------|-------------------|------------------|------------------|------------------|
| Résultat de fonctionnement de l'exercice    | 893 626           | 911 266           | 1 110 187        | 1 350 575        | <b>-461 794</b>  |
| Résultat d'investissement de l'exercice     | <b>-1 328 244</b> | 2 364 147         | <b>-679 302</b>  | <b>-40 128</b>   | 805 117          |
| <b>Résultat net de l'exercice</b>           | <b>-434 617</b>   | <b>3 275 413</b>  | <b>430 885</b>   | <b>1 310 447</b> | <b>343 323</b>   |
| Report de fonctionnement (Exercice N-1) 002 | 1 517 658         | 30 158            | 235 424          | 697 458          | 1 166 358        |
| Report d'investissement (Exercice N-1) 001  | <b>-419 446</b>   | <b>-1 709 129</b> | 655 018          | <b>-24 284</b>   | <b>-492 949</b>  |
| <b>Fonds de roulement de fin d'exercice</b> | <b>663 594</b>    | <b>1 596 443</b>  | <b>1 321 328</b> | <b>1 983 622</b> | <b>1 016 732</b> |
|   |                   | 140,6%            | -17,2%           | 50,1%            | -48,7%           |

Entre 2016 et 2019, le fonds de roulement a été multiplié par 3.

En 2020, le niveau du fonds roulement est impacté par la crise sanitaire et un niveau d'investissement soutenu.



## 2. Les soldes intermédiaires de gestion(SIG)

### 2.1. L'évolution des différentes épargnes

Epargne de gestion = Différence entre les recettes et les dépenses de fonctionnement hors intérêts de la dette.

Epargne brute = Différence entre les recettes et les dépenses de fonctionnement. L'épargne brute représente le socle de la richesse financière.

Epargne nette = Epargne brute ôtée du remboursement du capital de la dette. L'épargne nette permet de mesurer l'équilibre annuel. Une épargne nette négative sur plusieurs exercices illustre une santé financière dégradée.

|  | 2016             | 2017             | 2018             | 2019                     | 2020 Prov                 |
|--|------------------|------------------|------------------|--------------------------|---------------------------|
| Recettes réelles de fonctionnement (hors cessions)             | 6 223 735        | 6 634 881        | 7 132 444        | 7 101 815 <sup>(*)</sup> | 6 381 708                 |
| Dépenses réelles de fonctionnement (hors intérêts de la dette) | 5 012 841        | 5 330 786        | 5 616 035        | 5 797 274                | 5 649 185 <sup>(**)</sup> |
| <b>Epargne de gestion</b>                                      | <b>1 210 894</b> | <b>1 304 095</b> | <b>1 516 409</b> | <b>1 304 541</b>         | <b>732 523</b>            |
| <i>Taux Epargne de gestion</i>                                 | 19%              | 20%              | 21%              | 18%                      | 11%                       |
| Intérêts de la dette   | 105 545          | 82 426           | 64 101           | 49 734                   | 50 000                    |
| <b>Epargne brute</b>   | <b>1 105 349</b> | <b>1 221 668</b> | <b>1 452 309</b> | <b>1 254 808</b>         | <b>682 523</b>            |
| <i>Taux Epargne brute</i>                                      | 18%              | 18%              | 20%              | 18%                      | 11%                       |
| Remboursement capital dette (hors remboursement anticipé)      | 1 349 242        | 426 940          | 452 673          | 855 327                  | 480 000                   |
| <b>Epargne disponible/nette</b>                                | <b>- 243 893</b> | <b>794 729</b>   | <b>999 635</b>   | <b>399 480</b>           | <b>202 523</b>            |
| <i>Taux Epargne disponible/nette</i>                           | -4%              | 12%              | 14%              | 6%                       | 3%                        |

(\*) Hors trop versé Attribution de Compensation 2019 CCVK (440 080 €)

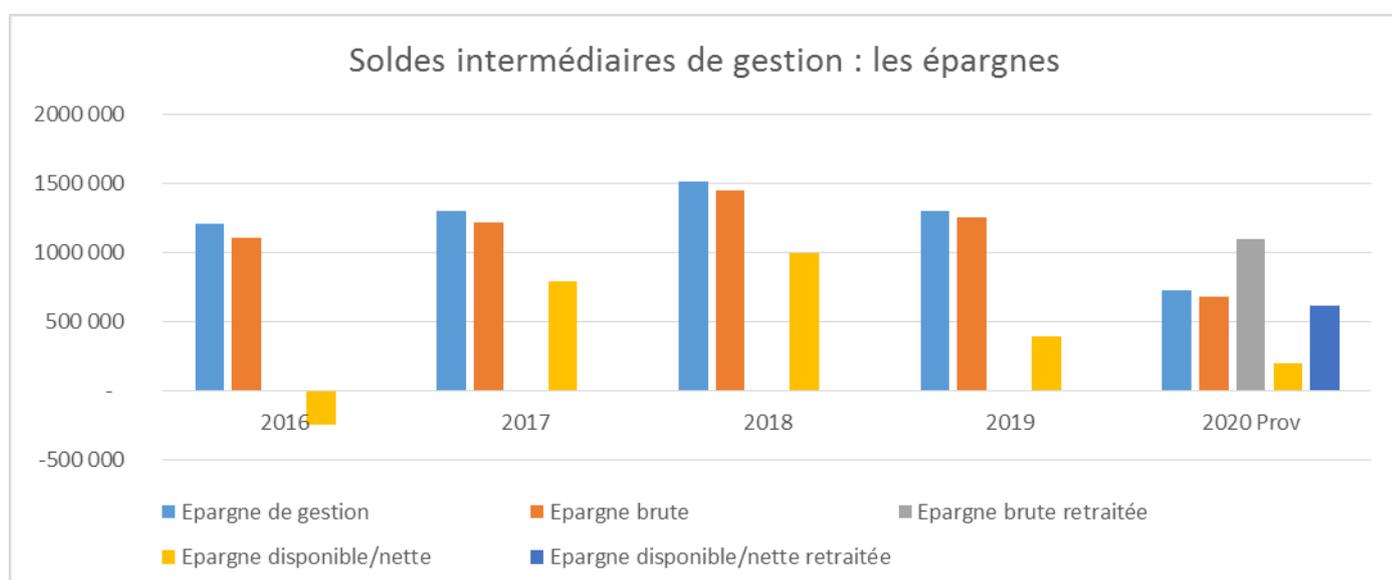
(\*\*) Hors écritures régularisation trop versé Attribution de Compensation 2019 CCVK (440 080 €) et 2020 transfert des résultats du budget Eau-assainissement 2019 au SDEA (303 422 €)

L'exercice 2020 est une année exceptionnelle par l'impact de la crise sanitaire sur les comptes de la commune. Afin de comparer l'exercice 2020 avec les années précédentes, il convient de retraiter certains éléments pour tenir compte de la perte de recettes et de l'ajustement des dépenses.

Ainsi un exercice 2020 « normal » aurait conduit à un autofinancement supplémentaire de 419 K€ comme le montre le tableau ci-dessus

|  | 2020 prov      |
|--|----------------|
| <b>Retraitements des ppx impacts<br/>crise sanitaire - Epargne brute</b> | <b>419 094</b> |
| Baisse recettes stationnement  | 400 000        |
| Baisse recettes espace public  | 80 000         |
| Coût net marché de Noël  | - 100 000      |
| Relance économique COVID   | 161 250        |
| Compensation Etat impact crise sanitaire                                 | - 122 156      |

Dans ce contexte et après retraitement, l'épargne brute aurait été de l'ordre de 1 102 K€ et l'épargne disponible/nette serait de l'ordre de 622 K€.



## 2.2. L'effet ciseau

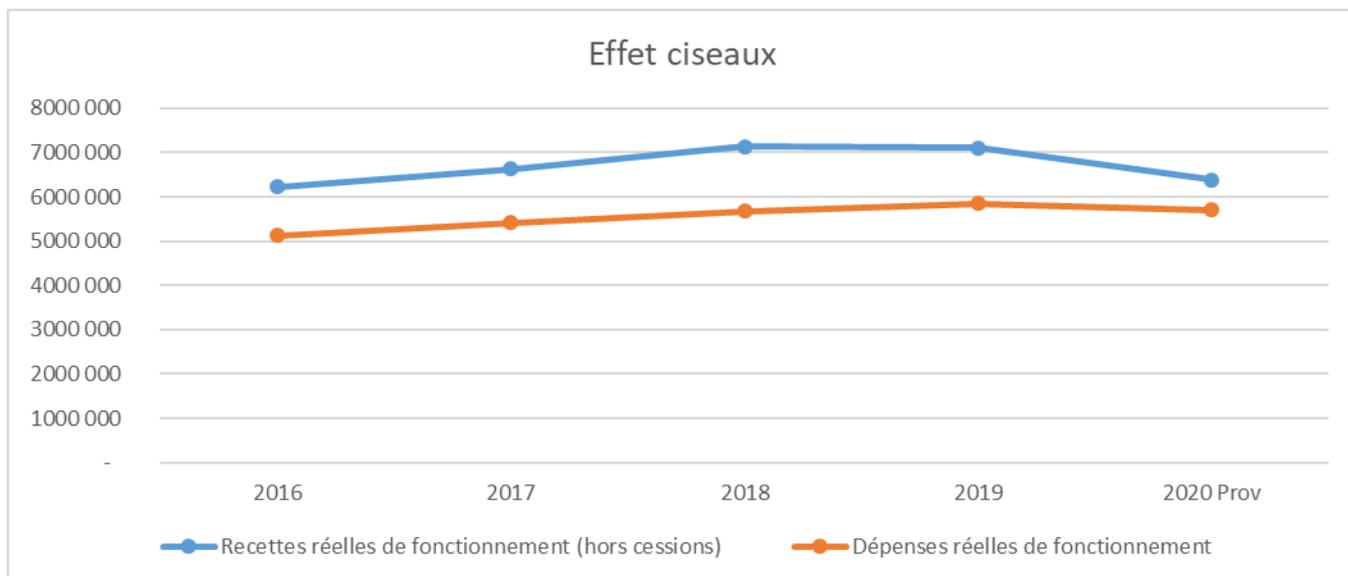
La tendance comparée d'évolution des dépenses et recettes de fonctionnement illustre l'évolution de l'épargne.

Des courbes tendant à se rapprocher montrent une dégradation de l'épargne.

|   | 2016      | 2017      | 2018      | 2019                     | 2020 Prov                 |
|---|-----------|-----------|-----------|--------------------------|---------------------------|
| Recettes réelles de fonctionnement<br>(hors cessions) | 6 223 735 | 6 634 881 | 7 132 444 | 7 101 815 <sup>(*)</sup> | 6 381 708                 |
| Dépenses réelles de fonctionnement                    | 5 118 385 | 5 413 212 | 5 680 135 | 5 847 008                | 5 699 185 <sup>(**)</sup> |

(\*) Hors trop versé Attribution de Compensation 2019 CCVK (440 080 €)

(\*\*) Hors écritures régularisation trop versé Attribution de Compensation 2019 CCVK (440 080 €) et 2020 transfert des résultats du budget Eau-assainissement 2019 au SDEA (303 422 €)



### 3. La dette

#### 3.1. Le niveau de l'endettement

|  | 2 016            | 2 017            | 2 018            | 2 019            | 2020 prov        |
|--|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|
| <b>ENCOURS DE DETTE</b>                              | <b>3 572 134</b> | <b>4 075 195</b> | <b>3 622 522</b> | <b>3 367 194</b> | <b>3 787 194</b> |
| Tx d'endettement                                     | 57%              | 61%              | 51%              | 47%              | 59%              |
| / Recettes réelles de fonctionnement (hors cessions) | 6 223 735 €      | 6 634 881 €      | 7 132 444 €      | 7 101 815 €      | 6 381 708 €      |

2017 et 2019 : le refinancement de prêts in fine vient grossir l'encours de la dette.

2019 : seul emprunt réellement nouveau sur la période : 600.000 €

2020 :

- suite à la cession des terrains WITT pour 600 000 €, un remboursement anticipé partiel de prêts in fine a été opéré pour le même montant.
- Mobilisation d'un emprunt de 1 500 000 € pour le financement des investissements 2020

La dette est constituée à 95% de taux fixes et 5 % de taux variables et ne présente aucun emprunt à risque.

#### 3.2. La capacité de désendettement

Le ratio de désendettement calcule le nombre d'années nécessaires pour éteindre la dette en y consacrant la totalité de l'épargne brute.

Valeurs pour les communes :

- moins de 8 ans = zone verte
- 8 à 11 ans = zone médiane
- 11 à 15 ans = zone orange
- plus de 15 ans = zone rouge

|                                   | 2 016       | 2 017       | 2 018       | 2 019       | 2020 prov   |
|-----------------------------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|
| <b>CAPACITE DE DESENDETTEMENT</b> | <b>3,2</b>  | <b>3,3</b>  | <b>2,5</b>  | <b>2,7</b>  | <b>5,5</b>  |
| encours de dette N                | 3 572 134 € | 4 075 195 € | 3 622 522 € | 3 367 194 € | 3 787 194 € |
| / epargne brute                   | 1 105 349 € | 1 221 668 € | 1 452 309 € | 1 254 808 € | 682 523 €   |

L'exercice 2020 est une année exceptionnelle par l'impact de la crise sanitaire sur les comptes de la commune. Afin de comparer l'exercice 2020 avec les années précédentes, il convient de retraiter certains éléments pour tenir compte de la perte de recettes et de l'ajustement des dépenses.

Ainsi un exercice 2020 « normal » aurait conduit à une capacité de désendettement autour de 3,5 ans.

#### 4. La fiscalité directe

Après une augmentation de 5% début 2016 à la mise en place de la commune nouvelle, la fiscalité locale est restée stable.

| Taux                               | 2016   | 2017   | 2018   | 2019   | 2020   |
|------------------------------------|--------|--------|--------|--------|--------|
| Taux taxe d'habitation             | 9,64%  | 9,64%  | 9,64%  | 9,64%  | 9,64%  |
| Taux taxe foncière sur le bâti     | 11,41% | 11,41% | 11,41% | 11,41% | 11,41% |
| Taux taxe foncière sur le non bâti | 60,53% | 60,53% | 60,53% | 60,53% | 60,53% |

Compte tenu de la réforme de la Taxe d'habitation et le gel des taux sur 2020-2022, la valeur cible sera atteinte en 2028, après 13 ans d'intégration fiscale progressive et d'harmonisation des taux entre les 3 communes historiques.

Pour les taxes sur le foncier bâti et le foncier non bâti, la valeur cible sera atteinte en 2025, après 10 ans d'intégration fiscale progressive et d'harmonisation des taux entre les 3 communes historiques.

Lissage des taux (sources DDFIP après mise à jour des bases 2016-2020)

##### TAUX APPLICABLES (A BASES ET TAUX VOTÉS FUTURS INCHANGÉS)

NB. gel de l'intégration fiscale TH sur 2020-2022

(article 16 de la loi de finances pour 2020)

| TH | Année       | Kaysersberg | Kientzheim   | Sigolsheim   | FB | Année | Kaysersberg | Kientzheim | Sigolsheim | FNB | Année | Kaysersberg | Kientzheim | Sigolsheim |
|----|-------------|-------------|--------------|--------------|----|-------|-------------|------------|------------|-----|-------|-------------|------------|------------|
|    | 2015        | 7,34        | 10,38        | 12,18        |    | 2015  | 9,21        | 13,74      | 14,40      |     | 2015  | 84,42       | 54,53      | 49,42      |
|    | 2016        | 8,00        | 10,74        | 12,36        |    | 2016  | 9,94        | 14,01      | 14,61      |     | 2016  | 84,61       | 57,71      | 53,11      |
|    | 2017        | 8,17        | 10,60        | 12,04        |    | 2017  | 10,10       | 13,72      | 14,25      |     | 2017  | 81,93       | 58,01      | 53,93      |
|    | 2018        | 8,32        | 10,45        | 11,71        |    | 2018  | 10,25       | 13,43      | 13,89      |     | 2018  | 79,26       | 58,34      | 54,76      |
|    | 2019        | 8,51        | 10,34        | 11,42        |    | 2019  | 10,43       | 13,15      | 13,54      |     | 2019  | 76,58       | 58,64      | 55,58      |
|    | <b>2020</b> | <b>8,51</b> | <b>10,34</b> | <b>11,42</b> |    | 2020  | 10,60       | 12,86      | 13,19      |     | 2020  | 73,90       | 58,95      | 56,40      |
|    | <b>2021</b> | <b>8,51</b> | <b>10,34</b> | <b>11,42</b> |    | 2021  | 10,76       | 12,57      | 12,84      |     | 2021  | 71,22       | 59,27      | 57,22      |
|    | <b>2022</b> | <b>8,51</b> | <b>10,34</b> | <b>11,42</b> |    | 2022  | 10,92       | 12,28      | 12,48      |     | 2022  | 68,55       | 59,58      | 58,05      |
|    | 2023        | 9,04        | 10,56        | 11,46        |    | 2023  | 11,08       | 11,99      | 12,12      |     | 2023  | 65,88       | 59,90      | 58,88      |
|    | 2024        | 9,16        | 10,37        | 11,09        |    | 2024  | 11,25       | 11,70      | 11,77      |     | 2024  | 63,20       | 60,21      | 59,70      |
|    | 2025        | 9,28        | 10,19        | 10,73        |    | 2025  | 11,41       | 11,41      | 11,41      |     | 2025  | 60,53       | 60,53      | 60,53      |
|    | 2026        | 9,40        | 10,01        | 10,37        |    |       |             |            |            |     |       |             |            |            |
|    | 2027        | 9,52        | 9,82         | 10,00        |    |       |             |            |            |     |       |             |            |            |
|    | 2028        | 9,64        | 9,64         | 9,64         |    |       |             |            |            |     |       |             |            |            |

Pour mémoire, pour les communes de de même strate, les taux moyens 2019 s'établissent comme suit : TH 14.26 %, FB 18.93 % et FNB 48.91 %.

À compter de 2021, dans le cadre de la réforme fiscale conduisant à la suppression progressive de la taxe d'habitation, la taxe d'habitation sur les résidences principales de 80 % des contribuables ne sera plus perçue par les communes et les EPCI à fiscalité propre.

Un nouveau schéma de financement des collectivités locales entre en vigueur. Chaque catégorie de collectivités territoriales sera intégralement compensée de la suppression de cette recette fiscale.

Ainsi la commune se verra attribuer une partie de la taxe foncière sur le foncier bâti perçue par le Département. Pour assurer la neutralité, un coefficient correcteur sera appliqué (0,825).

Pour 2021, les taux communaux de fiscalité directe locale demeureront inchangés en 2021. L'évolution du produit fiscal 2021 résultera de la seule évolution des bases et le cas échéant du lissage.

## 5. Synthèse des CA et leurs évolutions

|   |   | 2016             | 2017             | 2018             | 2019             | 2020 prov        |
|---|---|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|
| DEPENSES<br>FONCTIONNEMENT                | Charges à caractère général                       | 1 661 829        | 2 000 985        | 2 132 581        | 2 276 281        | 2 157 358        |
|   |   |                  | 20,4%            | 6,6%             | 6,7%             | -5,2%            |
|   | Charges de personnel                              | 2 181 087        | 2 148 143        | 2 303 023        | 2 298 181        | 2 207 633        |
|   |   |                  | -1,5%            | 7,2%             | -0,2%            | -3,9%            |
|   | Atténuations de produits (sur fiscalité)          | 141 884          | 162 492          | 156 251          | 166 819          | 162 053          |
|   |   |                  | 14,5%            | -3,8%            | 6,8%             | -2,9%            |
|   | Autres charges de gestion courante                | 1 012 451        | 959 771          | 1 012 017        | 1 046 729        | 945 708          |
|   |   |                  | -5,2%            | 5,4%             | 3,4%             | -9,7%            |
|   | Charges financières                               | 105 545          | 85 609           | 68 640           | 55 471           | 55 499           |
|   |   |                  | -18,9%           | -19,8%           | -19,2%           | 0,1%             |
| Charges exceptionnelles                   | 15 590  | 56 212           | 7 624            | 3 527            | 914 436          |                  |
|   |   | 260,6%           | -86,4%           | -53,7%           | 25825,4%         |                  |
| <b>Dépenses réelles de fonctionnement</b> | <b>5 118 385</b>                                  | <b>5 413 212</b> | <b>5 680 135</b> | <b>5 847 008</b> | <b>6 442 687</b> |                  |
|   |   | 5,8%             | 4,9%             | 2,9%             | 10,2%            |                  |
| opérations d'ordre (042)                  | 311 398   | 446 624          | 906 139          | 743 363          | 1 277 284        |                  |
| <b>Total Dépenses de fonctionnement</b>   | <b>5 429 783</b>                                  | <b>5 859 837</b> | <b>6 586 275</b> | <b>6 590 371</b> | <b>7 719 971</b> |                  |
|   |   | 7,9%             | 12,4%            | 0,1%             | 17,1%            |                  |
| RECETTES<br>FONCTIONNEMENT                | Atténuations de charges (sur charge de personnel) | 104 111          | 65 341           | 73 736           | 124 492          | 108 213          |
|   |   |                  | -37,2%           | 12,8%            | 68,8%            | -13,1%           |
|   | Produits des services                             | 468 248          | 1 007 957        | 1 179 346        | 2 039 770        | 1 175 384        |
|   |   |                  | 115,3%           | 17,0%            | 73,0%            | -42,4%           |
|   | Impôts et taxes                                   | 4 580 477        | 4 433 095        | 4 721 842        | 4 389 484        | 3 981 762        |
|   |   |                  | -3,2%            | 6,5%             | -7,0%            | -9,3%            |
|   | Dotations et participations                       | 647 156          | 650 741          | 646 559          | 497 638          | 656 781          |
|   |   |                  | 0,6%             | -0,6%            | -23,0%           | 32,0%            |
|   | Autres produits de gestion courante               | 402 236          | 425 998          | 397 691          | 400 664          | 360 899          |
|   |   |                  | 5,9%             | -6,6%            | 0,7%             | -9,9%            |
| Produits exceptionnels (dont cessions)    | 26 987  | 73 449           | 559 021          | 402 947          | 859 109          |                  |
|   |   | 172,2%           | 661,1%           | -27,9%           | 113,2%           |                  |
| <b>Recettes réelles de fonctionnement</b> | <b>6 229 215</b>                                  | <b>6 656 581</b> | <b>7 578 194</b> | <b>7 854 995</b> | <b>7 142 148</b> |                  |
| Opérations d'ordre (042)                  | 94 195  | 114 522          | 118 268          | 85 950           | 116 029          |                  |
| <b>TOTAL Recettes de fonctionnement</b>   | <b>6 323 409</b>                                  | <b>6 771 102</b> | <b>7 696 462</b> | <b>7 940 945</b> | <b>7 258 177</b> |                  |
|   |   | 7,1%             | 13,7%            | 3,2%             | -8,6%            |                  |
| DEPENSES INVESTISSEMENT                   | Dépenses d'équipement (20+21+23+204)              | 1 518 246        | 1 597 887        | 2 561 089        | 2 199 819        | 3 185 080        |
|   |   |                  | 5,2%             | 60,3%            | -14,1%           | 44,8%            |
|   | Remboursement de dette (16)                       | 1 349 242        | 426 940          | 454 363          | 1 926 997        | 1 080 900        |
|   |   |                  | -68,4%           | 6,4%             | 324,1%           | -43,9%           |
|   | Autres dépenses financières                       | 2 731            | 0                | 0                | 8 080            | 249 092          |
|   |   |                  | -100,0%          |                  |                  | 2982,8%          |
| <b>Dépenses réelles d'investissement</b>  | <b>2 870 219</b>                                  | <b>2 024 826</b> | <b>3 015 453</b> | <b>4 134 899</b> | <b>4 515 072</b> |                  |
| Opérations d'ordre (042, 041)             | 94 195  | 114 522          | 122 636          | 85 950           | 551 801          |                  |
| <b>TOTAL Dépenses d'investissement</b>    | <b>2 964 414</b>                                  | <b>2 139 348</b> | <b>3 138 090</b> | <b>4 220 850</b> | <b>5 066 873</b> |                  |
|   |   | -27,8%           | 46,7%            | 34,5%            | 20,0%            |                  |
| RECETTES<br>INVESTISSEMENT                | FCTVA   | 427 916          | 298 740          | 265 739          | 364 095          | 480 516          |
|   |   |                  | -30,2%           | -11,0%           | 37,0%            | 32,0%            |
|   | Subvention d'investissement perçues (13)          | 118 183          | 258 950          | 463 320          | 727 283          | 295 412          |
|   |   |                  | 119,1%           | 78,9%            | 57,0%            | -59,4%           |
|   | Autres dotations                                  | 40 371           | 28 597           | 112 216          | 26 119           | 62 153           |
|   |   |                  | -29,2%           | 292,4%           | -76,7%           | 138,0%           |
|   | Emprunt (16)                                      | 0                | 921 055          | 1 005            | 1 671 705        | 1 500 466        |
|   |   |                  |                  | -99,9%           | 166321,6%        | -10,2%           |
|   | Excédents de fonctionnement capitalisés (1068)    | 733 011          | 2 549 529        | 706 000          | 648 154          | 1 613 635        |
|   |   |                  | 247,8%           | -72,3%           | -8,2%            | 149,0%           |
| Autres recettes                           | 5 292   | 0                | 0                | 0                | 206 751          |                  |
|   |   |                  |                  |                  |                  |                  |
| <b>Recettes réelles d'investissement</b>  | <b>1 324 772</b>                                  | <b>4 056 871</b> | <b>1 548 280</b> | <b>3 437 356</b> | <b>4 158 934</b> |                  |
| Opérations d'ordre (040, 041)             | 311 398   | 446 624          | 910 507          | 743 363          | 1 713 056        |                  |
| <b>TOTAL Recettes d'investissement</b>    | <b>1 636 170</b>                                  | <b>4 503 495</b> | <b>2 458 787</b> | <b>4 180 719</b> | <b>5 871 990</b> |                  |
|   |   | 175,2%           | -45,4%           | 70,0%            | 40,5%            |                  |
| RESULTAT                                  | Résultat de fonctionnement de l'exercice          | 893 626          | 911 266          | 1 110 187        | 1 350 574        | -461 794         |
|   | Résultat d'investissement de l'exercice           | -1 328 244       | 2 364 148        | -679 303         | -40 131          | 805 117          |
|   | <b>Résultat net de l'exercice</b>                 | <b>-434 618</b>  | <b>3 275 414</b> | <b>430 885</b>   | <b>1 310 443</b> | <b>343 323</b>   |
|   | Report de fonctionnement (Exercice N-1) 002       | 1 517 658        | 30 158           | 235 424          | 697 458          | 1 166 358        |
|   | Report d'investissement (Exercice N-1) 001        | -419 446         | -1 709 129       | 655 018          | -24 284          | -492 949         |
|   | <b>Résultat capitalisé</b>                        | <b>663 594</b>   | <b>1 596 443</b> | <b>1 321 327</b> | <b>1 983 618</b> | <b>1 016 732</b> |

## 6. Ratios et données consolidées

### 6.1. Les ratios

Ils permettent une comparaison avec les collectivités similaires.

| Budget principal  | 2016  | 2017  | 2018  | 2019  | 2020 prov | Ensemble | Touristiques |
|---|-------|-------|-------|-------|-----------|----------|--------------|
| Dépenses réelles de fonctionnement / population                               | 1 057 | 1 129 | 1 172 | 1 230 | 1 228     | 839      | 933          |
| Produit des imp directes / population   | 381   | 387   | 386   | 404   | 418       | 452      | 551          |
| Recettes réelles de fonctionnement / population                               | 1 306 | 1 393 | 1 485 | 1 606 | 1 382     | 1 016    | 1 142        |
| Dépenses d'équipement brut / population                                       | 336   | 343   | 544   | 482   | 746       | 287      | 317          |
| Dette en capital au 31-12-N / population                                      | 750   | 855   | 754   | 717   | 820       | 743      | 909          |
| Dotation globale de fonctionnement / population                               | 71    | 73    | 74    | 67    | 61        | 146      | 138          |
| Dépenses de personnel / dépenses réelles de fonctionnement                    | 43%   | 40%   | 39%   | 40%   | 39%       | 56%      | 55%          |
| Dép. réelles fonct. + rembours. annuel dette en capital / rec. réelles fonct. | 106%  | 89%   | 87%   | 90%   | 98%       | 90%      | 90%          |
| Dépenses d'équipement brut / recettes réelles de fonctionnement               | 26%   | 25%   | 37%   | 30%   | 54%       | 28%      | 28%          |
| Encours de la dette au 31-12- N / recettes réelles de fonctionnement          | 57%   | 61%   | 51%   | 45%   | 59%       | 73%      | 80%          |

Ensemble : données DGCL 2018 - Communes 3 500 à 10 000 habitants

Touristiques : données DGCL 2018 - Communes touristiques 3 500 à 10 000 habitants

### 6.2. Les données consolidées

La loi 2018-32 du 22 janvier 2018 de programmation des finances publiques prévoit que chaque collectivité territoriale présente de manière consolidée pour les budgets principaux et l'ensemble des budgets annexes :

- L'évolution des dépenses réelles de fonctionnement, exprimées en valeur, ainsi que les objectifs qu'elle se fixe en la matière
- L'évolution du besoin de financement annuel calculé comme les emprunts minorés des remboursements de dette en capital.

| Dépenses réelles de fonctionnement par budget | 2016             | 2017             | 2018             | 2019             | 2020 prov        |
|---|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|
| Ville   | 5 118 385        | 5 413 212        | 5 680 135        | 5 847 008        | 6 442 687        |
| Forêt   | 370 044          |                  |                  |                  |                  |
| Eau et assainissement                         | 812 062          | 604 416          | 1 019 763        | 891 478          |                  |
| Camping                                       | 163 282          | 146 755          | 134 195          | 142 207          | 140 000          |
| Locations immobilières                        | 3 294            |                  |                  |                  |                  |
| Régie   | 39 793           | 31 682           | 38 409           | 34 969           | 40 000           |
| <b>Total</b>                                  | <b>6 506 860</b> | <b>6 196 065</b> | <b>6 872 502</b> | <b>6 915 662</b> | <b>6 622 687</b> |
|   |                  | -4,8%            | 10,9%            | 0,6%             | -4,2%            |

| Besoin de financement<br>(Emprunts nouveaux - remboursement du capital) | 2016               | 2017           | 2018             | 2019             | 2020           |
|---|--------------------|----------------|------------------|------------------|----------------|
| Ville   | - 1 349 242        | 493 060        | - 452 673        | - 255 327        | 420 000        |
| Forêt   | -                  |                |                  |                  |                |
| Eau et assainissement   | - 131 373          | - 119 789      | - 97 352         | - 90 337         |                |
| Camping   | - 7 470            | - 7 586        | - 5 767          | -                | -              |
| Locations immobilières  |                    |                |                  |                  |                |
| Régie   | -                  | -              | -                | -                | -              |
| <b>Total</b>  | <b>- 1 488 085</b> | <b>365 685</b> | <b>- 555 793</b> | <b>- 345 664</b> | <b>420 000</b> |

BF = emprunts nouveaux N - remboursement de capital

## 1. Eléments de construction du budget 2021

Les hypothèses retenues pour la construction du Budget 2021 :

- Epargnes :
  - Grâce à la maîtrise des dépenses de fonctionnement, les épargnes seront préservées sur des niveaux positifs (Epargne brute de l'ordre de 500 000 € et une Epargne disponible à l'équilibre)
  
- Recettes de fonctionnement
  - Taux communaux de fiscalité directe locale inchangés en 2021. L'évolution du produit fiscal 2021 résultera de la seule évolution des bases (0.2% selon la loi de finances 2021) et le cas échéant du lissage.
  - Retour du niveau de recette stationnement lent, recettes de stationnement 2021 attendue à la baisse par rapport au budget prévisionnel 2020
  - Poursuite de la diminution attendue de la DGF
  - Réajustement des compensations fiscales à la baisse sur la base des réalisations 2020
  - Application de la délibération tarifaire 2021 du Conseil Municipal du 14/12/2020
  
- Dépenses de fonctionnement
  - Proposition d'ajustement des charges à caractère général de l'ordre de - 5% hors budget forêt
  - Proposition d'augmentation des charges de personnel de l'ordre de + 1% à périmètre constant.

Par délibération 14/12/2020, le conseil municipal a approuvé la mise en place du dispositif des titres restaurants ainsi que l'adhésion de la commune au CNAS dès le 1er janvier 2021. Ces dépenses initialement imputées au chapitre 65 au travers de la subvention versée à l'OSPM (80 000 € aux titres des tickets restaurants en coût brut pris en charge à hauteur de 50 % par les agents et 14 000 € au titre des prestations sociales) seront imputées au chapitre 012 en 2021. Ils ne figureront donc plus au chapitre 65, modifiant ainsi la présentation des chapitres mais neutres sur l'équilibre du budget.
  
- Annuité de la dette
  - Annuité en capital et intérêts estimée au budget autour de 510 000 €, à laquelle une provision pour mobilisation d'emprunt en cours d'exercice pourrait être ajoutée pour 50 000 €, en capital et intérêts.
  
- Investissements et financement:
  - Prise en compte des restes à réaliser 2020 attendus en dépenses (1,5 M€) et recettes (0,9 M€) et poursuite d'une politique d'investissement soutenue sur 2021 afin de contribuer à la relance de l'économie, financée principalement par subventions, FCTVA, résultats 2020
  - Objectif d'un emprunt d'équilibre 2021 autour d'1 M€ et de maintenir une capacité de désendettement en dessous des 9 ans pour la durée du mandat.

## 2. Prospective 2021-2026

### 2.1 Données générales et résultat

Sur la base de la situation financière de la Ville, des éléments de la loi de finances, et des premiers éléments de préparation budgétaire 2021 présentés ci-dessus, une prospective budgétaire a été construite pour la période 2021-2026.

Il est toutefois précisé que cette prospective ne représente pas la réalité des inscriptions budgétaires qui seront ensuite réalisées. La présentation des grandes masses doit permettre de décider de la stratégie financière et de la stratégie d'action de la collectivité.

Les principales hypothèses retenues sont les suivantes :

| Catégorie                         | Variable                    | Evolution / Valeur   |
|-----------------------------------|-----------------------------|--|
| <b>Fiscalité</b>                  | Taux d'imposition           | 0%   |
|                                   | Bases d'imposition          | 0.2% en 2021 puis 1% par an  |
|                                   | FPIC                        | 1.00%  |
| <b>Dépenses de fonctionnement</b> | Charges à caractère général | -5% en 2021 puis 0%  |
|                                   | Dépenses de personnel       | 1% en 2021 puis 0,5%   |
| <b>Investissement</b>             | Dépenses d'équipements      | Cf Planification des investissements présentée ci-après                        |
|                                   | Subventions                 | Cf Prospective   |
|                                   | Emprunt                     | Variable d'ajustement  |
| <b>Cessions d'immobilisations</b> | 2021                        | 150 000 € dans le cadre de l'opération Bassins d'orage                         |
|                                   | 2023                        | 470 000 € permettant le remboursement du capital résiduel des emprunts in fine |

## 2.2 L'investissement 2021 comme base de construction de la prospective

Le nombre d'opérations engagées implique un niveau d'investissement soutenu.

| Opérations  | BP 2021 prév<br>(RAR + crédits<br>nouveaux) | BP22 prev        | BP23 prev        | BP 24 prev     | BP25 prev      | BP26 prev      |
|---|---|------------------|------------------|----------------|----------------|----------------|
| ONI   | 500 000                                     | 400 000          | 400 000          | 400 000        | 400 000        | 400 000        |
| Changement des 2 panneaux lumineux sur KBV et logiciel        | 27 900                                      |                  |                  |                |                |                |
| Projet affichage  | -   | 40 000           |                  |                |                |                |
| (19201)PARC MEDIATHEQUE                                       | 65 971                                      | -                |                  |                |                |                |
| (18503)SECURISATION DE L'ESPACE PUBLIC                        | 129 200                                     | 100 000          |                  |                |                |                |
| (19306)LOCAL RESTOS DU COEUR                                  | 278 776                                     |                  |                  |                |                |                |
| (19304) CRECHE BRISTEL  | 1 100 511                                   |                  |                  |                |                |                |
| Renovation énergétique Geiler                                 | 30 000                                      | 270 000          |                  |                |                |                |
| Végétalisation cours d'école                                  | 30 000                                      | 20 000           | 20 000           |                |                |                |
| ECOLE SIGOLSHEIM - STORES MATERNELLES                         | 10 000                                      |                  |                  |                |                |                |
| PERICSOLAIRE KB STORES  | 15 000                                      |                  |                  |                |                |                |
| Rénovation énergétique Périscolaire Sigolsheim                | 10 000                                      | 190 000          |                  |                |                |                |
| SKATE PARC SIGOLSHEIM   | 15 000                                      |                  |                  |                |                |                |
| (17902)CREATION DE PISTES FORESTIERES                         | 78 100                                      | 40 000           | 20 000           | 20 000         | 20 000         | 20 000         |
| (18501)CHEMINS RURAUX   | 81 500                                      |                  | 30 000           |                | 30 000         |                |
| BASSINS D'ORAGE - Acquisitions foncières                      | 200 000                                     |                  |                  |                |                |                |
| BASSINS D'ORAGE - Travaux                                     | -   | 200 000          |                  |                |                | -              |
| ADAP  | 136 000                                     | -                | 20 000           | 20 000         | 20 000         | 20 000         |
| Réparation rempart entrée ouest Kientz (rue abbaye d'Alspach) | 5 000                                       | 25 000           |                  |                |                |                |
| Rempart Est château KB tranche UA7                            | -   |                  | 100 000          |                |                |                |
| Diagnostic église KB (archi patrimoine)                       | 20 000                                      |                  |                  |                |                |                |
| Modif fontaine place mairie KB                                | 25 000                                      |                  |                  |                |                |                |
| Repise étanchéité fontaine église sigo et tribunal KB         | 15 000                                      |                  |                  |                |                |                |
| Passerelle camping  | 160 000                                     |                  |                  |                |                |                |
| Rénovation énergétique Maison rue du moulin                   | 50 000                                      |                  |                  |                |                |                |
| Garage appart médiathèque                                     | 40 000                                      |                  |                  |                |                |                |
| Aménagement 5 places stationn parking mairie KB               | 25 000                                      |                  |                  |                |                |                |
| Restructuration des services (trésorerie et RDC mairie)       | 5 000                                       | 75 000           |                  |                |                |                |
| Achat d'une balayeuse   | -   |                  | 100 000          |                |                |                |
| Mise aux normes réglementaires des bâtiments suite CVPO       | 20 000                                      | 20 000           | 20 000           | 20 000         | 20 000         | 20 000         |
| VOIRIES   | 291 100                                     | 190 000          | 720 000          | 100 000        | 35 000         | 50 000         |
| (19601)EXTENSION SALLE THEO FALLER                            | 50 000                                      | 400 000          |                  |                |                |                |
| Parking Salle Théo Faller                                     |   |                  | 157 000          |                |                |                |
| (19301)RESTRUCTURATION MUSEE SCHWEITZER                       | 1 404 548                                   | 720 000          |                  |                |                |                |
| Enveloppe Matériel Culture                                    | 10 000                                      | 10 000           | 10 000           | 10 000         | 10 000         | 10 000         |
| Equipements Infrastructures sportives                         | 45 000                                      | 20 000           | 20 000           | 20 000         | 20 000         | 20 000         |
| Système d'information Mairies + écoles                        | 100 000                                     | 50 000           |                  |                |                |                |
| Parcours Santé (Aménagement divers.....)                      | -   | 22 000           |                  |                |                |                |
| Enveloppe Décoration de Noël                                  | 10 000                                      | 10 000           | 10 000           | 10 000         | 10 000         | 10 000         |
| Entretien patrimoine communal                                 | 20 000                                      | 20 000           | 20 000           | 20 000         | 20 000         | 20 000         |
| <b>TOTAL</b>  | <b>5 003 606</b>                            | <b>2 822 000</b> | <b>1 647 000</b> | <b>620 000</b> | <b>585 000</b> | <b>570 000</b> |

## 2.3 Prospective

|   | 2021 prev        | 2022 prev        | 2023 prev        | 2024 prev        | 2025 prev        | 2026 prev        |
|---|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|
| Produit des contributions directes  | 1 929 944        | 1 949 244        | 1 968 736        | 1 988 423        | 2 008 308        | 2 028 391        |
| Fiscalité transférée  | 40 520           | 40 520           | 40 520           | 40 520           | 40 520           | 40 520           |
| Fiscalité indirecte   | 1 870 000        | 1 980 065        | 1 980 130        | 1 980 196        | 1 980 262        | 1 980 328        |
| Dotations   | 444 426          | 409 769          | 409 769          | 409 769          | 409 769          | 409 769          |
| Autres recettes d'exploitation  | 2 117 140        | 2 281 431        | 2 291 166        | 2 300 997        | 2 310 928        | 2 320 956        |
| <b>Recettes de fonctionnement</b>   | <b>6 402 030</b> | <b>6 661 029</b> | <b>6 690 321</b> | <b>6 719 905</b> | <b>6 749 787</b> | <b>6 779 964</b> |
| Charges à caractère général (chap 011)  | 2 190 000        | 2 190 000        | 2 190 000        | 2 190 000        | 2 190 000        | 2 190 000        |
| Charges de personnel et frais assimilés (chap 012)  | 2 505 000        | 2 517 525        | 2 530 113        | 2 542 763        | 2 555 477        | 2 568 254        |
| Autres charges de gestion courante (chap 65)  | 967 897          | 972 227          | 976 627          | 981 100          | 985 646          | 990 267          |
| Autres dépenses de fonctionnement   | 175 500          | 177 150          | 178 817          | 180 500          | 182 200          | 183 917          |
| <b>Dépenses de fonctionnement</b>   | <b>5 838 397</b> | <b>5 856 902</b> | <b>5 875 556</b> | <b>5 894 363</b> | <b>5 913 323</b> | <b>5 932 438</b> |
| <b>Epargne de gestion</b>   | <b>563 633</b>   | <b>804 127</b>   | <b>814 765</b>   | <b>825 542</b>   | <b>836 464</b>   | <b>847 526</b>   |
| Intérêts de la dette (stocks dette 2020 hors mobilisation 2021)                             | 60 000           | 70 054           | 91 048           | 105 123          | 102 737          | 97 503           |
| <b>Epargne brute</b>  | <b>503 633</b>   | <b>734 072</b>   | <b>723 717</b>   | <b>720 419</b>   | <b>733 727</b>   | <b>750 023</b>   |
| Remboursement capital de la dette (hors in fine) (stocks dette 2020 hors mobilisation 2021) | 450 000          | 473 402          | 484 173          | 454 430          | 368 570          | 342 703          |
| <b>Epargne nette</b>  | <b>53 633</b>    | <b>260 670</b>   | <b>239 544</b>   | <b>265 989</b>   | <b>365 157</b>   | <b>407 320</b>   |
| Dépenses d'équipement   | 5 003 606        | 2 822 000        | 1 647 000        | 620 000          | 585 000          | 570 000          |
| Autres dépenses d'investissement ( capital infine 2023 financé par cessions 2023 : 470 K€)  | 121 211          | 50 000           | 520 000          | 50 000           | 50 000           | 50 000           |
| <b>Dépenses d'investissement</b>  | <b>5 124 817</b> | <b>2 872 000</b> | <b>2 167 000</b> | <b>670 000</b>   | <b>635 000</b>   | <b>620 000</b>   |
| FCTVA   | 700 000          | 461 280          | 268 533          | 100 064          | 94 323           | 91 862           |
| Emprunts  | 1 003 612        | 1 582 247        | 1 051 922        | 273 944          | 145 519          | 90 816           |
| Subventions   | 2 005 000        | 538 000          | 107 000          |                  |                  |                  |
| Autres recettes   | 362 571          | 29 800           | 500 000          | 30 000           | 30 000           | 30 000           |
| <b>Recettes d'investissement</b>  | <b>4 071 183</b> | <b>2 611 328</b> | <b>1 927 455</b> | <b>404 009</b>   | <b>269 842</b>   | <b>212 678</b>   |
| Fonds de roulement en début d'exercice  | 1 023 921        | 23 921           | 23 921           | 23 921           | 23 921           | 23 921           |
| Résultat de l'exercice  | -1 000 000       | 0                | 0                | 0                | 0                | 0                |
| Fonds de roulement en fin d'exercice  | 23 921           | 23 921           | 23 921           | 23 921           | 23 921           | 23 921           |
| <b>Capital Restant Dû cumulé au 31/12</b>   | <b>4 340 806</b> | <b>5 449 651</b> | <b>5 547 400</b> | <b>5 366 914</b> | <b>5 143 864</b> | <b>4 891 977</b> |
| <b>Capacité de désendettement</b>   | <b>8,6</b>       | <b>7,4</b>       | <b>7,7</b>       | <b>7,4</b>       | <b>7,0</b>       | <b>6,5</b>       |